



Ceremonie de l'eau sur Pipsell (Lac Jacko). Photo courtoisie la nation Stk'emlupsemc te Secwepemc.

Points forts des réalisations de l'année 2017

Campagnes internationales – Tenir le gouvernement et l'industrie responsable des abus dans le secteur minier à l'étranger

Faire du Canada un pays « ouvert à la justice »

Depuis 2005, soutenus par des dizaines de centaines de milliers de Canadiens, nous collaborons avec le Réseau canadien sur la reddition de comptes des entreprises afin d'habiliter ceux que les activités des sociétés minières canadiennes dans d'autres pays ont lésés à logger une plainte, ici. À la fin de l'année 2017, le ministre du Commerce international a annoncé son intention de créer un poste d'ombudsman pour la responsabilité sociale des entreprises, chargé d'enquêter sur les plaintes portant sur les droits de la personne que des sociétés canadiennes auraient enfreints et de recommander des mesures correctives appropriées, notamment le retrait du soutien politique et financier du gouvernement canadien.

Attirer l'attention sur les dangers de la diplomatie économique

Il y a plus de huit ans, Mariano Abarca a été assassiné en raison de son leadership dans la lutte contre les impacts sociaux et environnementaux de la mine de barite Blackfire Exploration dans l'état du Chiapas, au Mexique. Cette année, nous nous sommes joints à sa famille, à Otros Mundos Chiapas et au Réseau mexicain des affectés par l'exploitation minière pour présenter des pétitions à la Commission interaméricaine des droits de l'homme et au Commissaire à l'intégrité du secteur public du Canada visant à établir la responsabilité de l'ambassade du Canada au Mexique qui a soutenu l'entreprise en sachant que la vie de M. Abarca était en danger.

Des femmes autochtones de Papouasie-Nouvelle-Guinée confrontent la minière Barrick et le Canada

Nous avons accueilli au Canada Evelyn Gaupe et Joycelyn Mandi, deux femmes Ipili, toutes deux victimes de violence sexuelle aux mains des agents de sécurité de la mine de Porgera exploitée par Barrick Gold en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Elles ont présenté un mémoire public et elles ont assisté à l'assemblée annuelle des actionnaires de Barrick à Toronto, où elles ont revendiqué que justice soit faite à des centaines de femmes victimes d'abus similaires perpétrés par des agents de sécurité de la mine.

Avancées historiques et risques pour les communautés : la mine de Tahoe Resources au Guatemala

En juin 2017, les activités de la mine d'argent Escobal de Tahoe Resources dans le sud-est du Guatemala ont été suspendues à la suite de manifestations pacifiques et de poursuites judiciaires intentées par des communautés et des organisations locales. En coordination avec la Coalition Against Unjust Mining in Guatemala (CAMIGUA), nous avons dénoncé et tenté de prévenir la répression et la criminalisation. Nous documentons la situation en collaboration avec des partenaires locaux, CAMIGUA et le Justice and Corporate Accountability Project, et nous avons logé une plainte auprès de la Commission des valeurs mobilières de la Colombie-Britannique.

Il y a également eu des avancées historiques dans le procès civil intenté

contre Tahoe Resources à la suite de la fusillade de manifestants pacifiques par des agents de sécurité de l'entreprise en 2013, procès qui se déroule devant les tribunaux de la Colombie-Britannique. Avec d'autres membres de CAMIGUA, nous poursuivons nos efforts pour publiciser ce procès et des questions d'ordre plus général à tahoeontrial.net.

Produire une piste papier

En collaboration avec le Réseau mexicain des affectés par l'exploitation

L'efficacité de la réglementation au Canada – La nécessité de règlements qui protègent les personnes et l'environnement

Les Canadiens en quête de justice dans l'affaire du plus grand déversement minier au Canada

Les membres de la communauté touchés et le grand public se préoccupent grandement qu'aucune sanction n'ait été avancée par aucun palier de gouvernement jusqu'à présent en ce qui concerne la catastrophe de la mine du mont Polley en 2014, où 24 millions de mètres cubes de déchets miniers se déversaient dans le ruisseau Hazeltine et le lac Quesnel dans le bassin hydrographique du fleuve Fraser en Colombie-Britannique.

Les poursuites que nous avons intentées en vertu de la Loi fédérale sur les pêches en l'absence de toute mesure officielle ont été suspendues par les procureurs de la Couronne en mars 2017. Ils n'ont fourni aucune véritable explication, ni indiqué s'ils formuleront leurs propres accusations. Lors du désastre, nous avons appuyé Bev Sellars, chef de la Première nation Xat'sull, en portant des accusations privées contre Imperial Metals conformément aux lois environnementales de la Colombie-Britannique. Avec SumOfUs, nous avons également lancé une pétition nationale, qu'ont signée plus de 40 000 personnes, exhortant le gouvernement Trudeau à appliquer la Loi sur les pêches et à demander à Imperial Metals de rendre compte de la catastrophe minière du mont Polley.

Les lois environnementales sont importantes parce que la protection de l'environnement est importante

Nous avons veillé à ce que le gouvernement Trudeau respecte sa promesse de reconstruire et de « rétablir la confiance du public » dans le processus d'évaluation environnementale, en participant au Comité consultatif multipartite, en rencontrant des ministres et des hauts fonctionnaires, et en coordonnant l'engagement de la société civile dans le cadre du Caucus de planification et d'évaluation environnementale du Réseau canadien de l'environnement.

Le Groupe d'experts chargé par le gouvernement de recueillir les commentaires du public, des peuples autochtones, de l'industrie et des spécialistes a publié un rapport remarquable à la fin de mars. Le gouvernement a répondu par un document de discussion très décevant et problématique. Nous avons contribué à la coordination d'une réaction nationale à ces propositions, ainsi qu'à un effort de lobbying intensif. Nous avons également participé à une campagne nationale visant à inciter le gouvernement à « bien faire les choses » en sensibilisant le public et en exerçant des pressions sur les députés.

Amorcer un mouvement – Défendre une cause commune

Protéger le lac Jacko et la zone culturelle Pípsell de la Colombie-Britannique contre l'exploitation minière

Cette année a marqué une percée majeure pour la nation Stk'emlupsemc te Secwepemc (NSS) et les citoyens de Kamloops qui se sont battus pendant des années pour stopper la gigantesque provisoire mine de cuivre et d'or à ciel ouvert Ajax de KGHM aux portes de la ville et sur le territoire traditionnel de la NSS. Cette dernière a entrepris un historique processus autochtone d'évaluation environnementale. Elle décidait en mars de ne pas donner son consentement libre, préalable et éclairé au projet. Nous avons accompagné et soutenu la NSS et les résidents de Kamloops en sensibilisant la population par l'intermédiaire des médias, en organisant des réunions et des rassemblements et en lançant un site Web exhortant la Colombie-Britannique et le Canada à rejeter le projet. Enfin, en décembre, le gouvernement de la Colombie-Britannique a décidé de ne pas approuver le projet.

minière et le Centre canadien pour la justice internationale (CCJI), nous avons tiré des leçons des poursuites civiles intentées au Canada contre les sociétés minières canadiennes. En 2017, nous avons coopéré avec le CCJI pour mieux comprendre les possibilités en matière de litige civil au Canada. De plus, nous avons organisé et dirigé des réunions au Mexique et au Costa Rica avec des groupes de toute la région afin de finaliser un guide pour mieux « produire une piste papier » sur les dommages miniers.

Le projet minier Prosperity, un conte de précaution : une mauvaise gestion adaptative

Représentés par Écojustice, nous sommes intervenus devant les tribunaux pour confirmer l'évaluation environnementale fédérale qui concluait que le projet minier Prosperity sur le territoire T'ihqot' dans la partie centrale de la Colombie-Britannique aurait de graves impacts écologiques et culturels. Le promoteur, Taseko Mines, a contesté, affirmant qu'il aurait dû être autorisé à utiliser la « gestion adaptative » pour atténuer les graves problèmes environnementaux une fois terminé le processus d'évaluation. En tant qu'intervenants, nous avons fait remarquer au Tribunal que la protection des collectivités et des écosystèmes exige une approche de précaution. Dans sa décision de décembre, la Cour a appuyé le comité d'examen et les mesures prises par le gouvernement, s'appuyant intensivement sur nos arguments. Bien sûr, l'entreprise fera appel de la décision.

Encourager les Territoires du Nord-Ouest à moderniser leur loi sur les mines

En 2017, le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest préparait sa première Loi territoriale sur les ressources minérales et il publiait un document de travail. En collaboration avec des partenaires locaux et régionaux, Mines Alerte a présenté un mémoire et a créé un site Web fournissant des détails pendant la période d'engagement du public. Pour conclure, les recommandations visaient à s'assurer qu'une plus grande part des minéraux non renouvelables des Territoires du Nord-Ouest profite aux générations futures, à abolir le système « d'entrée gratuite » pour réduire les conflits, à mieux protéger les communautés et l'environnement, et à accroître la transparence, la responsabilisation et la surveillance du secteur minier.

Nouvel inventaire national des sites miniers abandonnés

Après quinze ans d'efforts considérables déployés par les provinces et les territoires participants, l'industrie et les organisations non gouvernementales, l'Initiative nationale pour les mines orphelines ou abandonnées (INMOA), co-fondée par Mines Alerte, a finalement dévoilé le premier inventaire canadien des mines contaminées. Ceci constitue une étape importante pour assurer une plus grande transparence et pour informer le public sur l'emplacement et les dangers que posent les sites miniers contaminés au Canada.

Pas de croissance propre sans nettoyage de la mine

Alors que les ministres canadiens de l'Énergie et des Mines se réunissaient sous le thème de « Croissance propre » dans le cadre de leur conférence annuelle au Nouveau-Brunswick, nous faisons partie d'une délégation de groupes autochtones et de défense nationaux et régionaux pour exhorter les ministres à faire beaucoup plus pour protéger l'environnement et les communautés touchées par l'exploitation minière. Nous avons exprimé nos préoccupations quant à la responsabilité croissante des installations de traitement des déchets toxiques à travers le pays, estimés à plus de 10 milliards \$, un chiffre qui pourrait facilement tripler ou quadrupler si on prenait en compte les coûts réels du nettoyage et des risques de déversements et de défaillances.

Nous nous sommes également joints à la nation Wolastoqey (Maliseet) qui serait touchée par le projet minier Sisson au Nouveau-Brunswick. S'il va de l'avant, ce sera l'une des plus grandes mines à ciel ouvert de tungstène à faible teneur au monde, stockant d'énormes volumes de déchets miniers dans

une installation semblable au barrage du Mont Polley qui a cédé. Nous avons participé à des assemblées publiques, rencontré des fonctionnaires et exhorté le Nouveau-Brunswick et le Canada à ne plus soutenir ce projet.

Campagne internationale sur la Victoire à El Salvador – L'eau triomphe sur l'or

En mars, l'Assemblée législative d'El Salvador a adopté une loi faisant du pays le premier à interdire purement et simplement l'exploitation des mines de métaux. En juillet, Oceana Gold a finalement payé les huit millions de dollars américains qu'elle devait à El Salvador après avoir perdu l'arbitrage sur l'investissement international contre le pays. En tant que principal membre de la coalition et avec des alliés internationaux et la National Roundtable against Metal Mining à El Salvador, nous avons soutenu l'initiative législative, notamment en facilitant la visite du gouverneur de la provin-

Communications et sensibilisation – Passer le mot, renforcer la crédibilité, assurer la pertinence

Mettre un terme aux déversements mortels et dommageables partout

Nous avons contribué à un rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) qui exhorte les gouvernements et l'industrie à arrêter les déversements miniers mortels et préjudiciables dans le monde entier. Ce rapport arrivait à point nommé, à la veille d'une grande conférence pour discuter des derniers développements en matière de gestion des résidus et des déchets miniers, renforçant les discussions sur ce sujet.

Barrick Gold ne se soucie pas des droits de la personne en Tanzanie

Pour la quatrième année consécutive, nous procédions à une évaluation des droits de la personne à la mine North Mara Acacia/Barrick Gold dans le nord-ouest de la Tanzanie où nous documentons les actes de violence et les violations des droits de la personne perpétrés par les agents de sécurité et les services policiers de la mine. Toutes les personnes que nous avons interrogées au fil des ans ont exprimé leur consternation à l'égard de la violence et du mécanisme de règlement des différends inefficace de la mine. Ceux qui ont obtenu réparation ont indiqué ne pas avoir compris qu'ils renonçaient à leurs droits légaux de demande de recours judiciaire. Ils étaient également déçus de ladite réparation car ce n'était pas ce qui avait été promis verbalement et cela ne satisfaisait manifestement pas leurs besoins à long terme. Beaucoup d'autres se sont vu refuser l'accès à une réparation par le biais du mécanisme.

Conseil d'administration en 2017

Co-Président(e)s : Earl Commanda, Ottawa, Ontario
Anne Sam, Fort St. James, British Columbia
Trésorière : Ian Thomson, Ottawa, Ontario
Secrétaire : Esperanza Moreno, Gatineau, Québec
Directeurs : Jean Symes, Ottawa, Ontario
Danika Littlechild, Maskwacis, Alberta
Susan Carlick, Atlin, British Columbia
Isabelle Ménard, Montréal, Québec
Bruce Maclean, Winnipeg, Manitoba
Tracy Glynn, Fredericton, New Brunswick

Membres en 2017

1. L'Alliance de la Fonction publique du Canada
2. Alternatives North
3. Ami(e)s de la Terre
4. Bathurst Sustainable Development
5. Bedford Mining Alert
6. Canadian Environmental Law Association (CELA)
7. Centre for Longterm Environmental Action Newfoundland/ Labrador (CLEAN)
8. Développement et Paix
9. L'Église Unie de Canada
10. Femmes autochtones du Québec
11. Fonds de justice sociale de Unifor
12. Fonds humanitaire des Métallos
13. Friends of the Stikine Society

ce de Nueva Vizcaya aux Philippines à la veille du vote pour qu'il parle des impacts des opérations d'Oceana Gold dans son pays.

Renforcer les capacités de recherche et de campagne en Amérique latine

En renforçant les capacités de recherche institutionnelle au sein de nos organisations partenaires et de nos réseaux, nous cherchons à garantir que les communautés touchées par les mines disposent d'informations utiles et opportunes pour prévenir efficacement les dommages miniers et pour défendre leurs droits. En 2017, nous avons développé et déployé un outil de recherche stratégique dans le cadre d'une collaboration pluriannuelle avec l'Observatoire latino-américain des conflits miniers (OCMAL), le Latin American Observatory on Environmental Conflicts (OLCA) et Above Ground.

Le Canada manque à ses obligations internationales en matière de droits de la personne

En mai 2017, les représentants du Groupe de travail des Nations unies sur la question des entreprises et des droits de l'homme ont effectué leur première visite officielle au Canada. Nous les avons rencontrés dans le cadre de réunions avec des représentants des gouvernements fédéral et provinciaux, des peuples autochtones, d'organisations de la société civile, de syndicats et du monde des affaires. Nous avons été encouragés de constater qu'ils exhortaient les autorités canadiennes et le secteur des affaires à redoubler d'efforts pour prévenir les répercussions des activités commerciales sur les droits de la personne, tant au pays qu'à l'étranger, surtout en ce qui concerne les peuples autochtones.

À temps pour la comparution du Canada devant le Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination raciale en août 2017, nous avons collaboré avec EarthRights International et le Programme international en droits de la personne de l'Université de Toronto à un rapport invitant le Comité à dénoncer l'échec du Canada à empêcher les minières et pétrolières canadiennes d'enfreindre les droits de la personne à l'étranger, en particulier ceux des peuples autochtones et des communautés ethniques, et de les tenir responsables de ces abus.

Partage d'information, sensibilisation, rapprocher les gens

Nos fans sur Facebook, nos abonnés à Twitter, les visiteurs de notre site Web et les personnes inscrites à nos listes de diffusion électroniques ont été très actifs. Les chiffres, les bonnes interactions, les retweets et les « partages » ne cessent d'augmenter avec près de 14 000 abonnés à Twitter et de 7 000 sur Facebook et plus de 140 000 pages vues sur le site Web, à la fin de l'année.

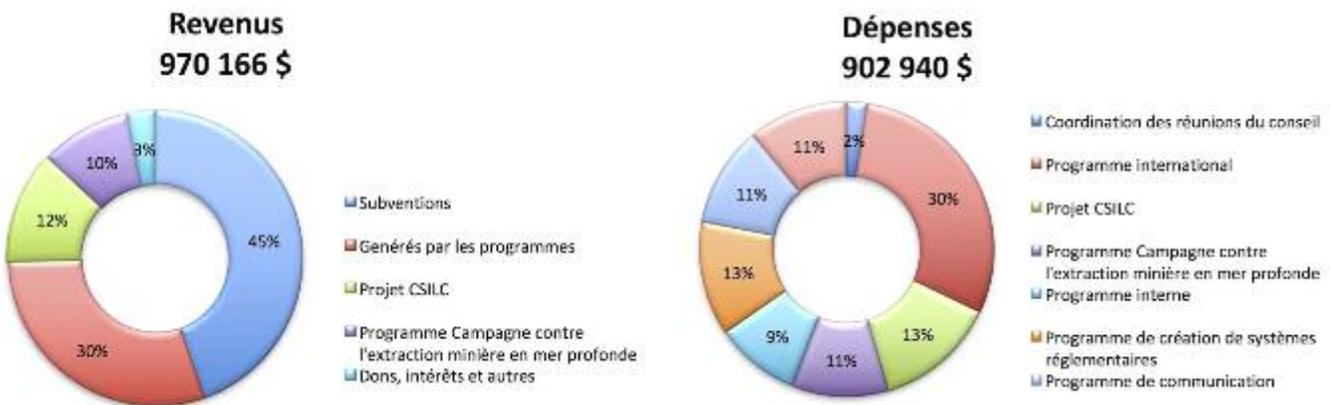
Le personnel en 2017

Jen Moore, cordonnatrice du programme d'Amérique Latine
Jamie Kneen, coordonnateur aux communications et à la sensibilisation
Ugo Lapointe, coordonnateur du programme canadien
Catherine Coumans, coordonnatrice à la recherche
Diana Martin, coordonnatrice au développement des ressources et à l'administration

14. Inter Pares
15. Kairos - initiatives canadiennes œcuméniques pour la justice
16. Mixedwood Forest Society
17. La Nation Innu
18. Nature Canada
19. Northwatch
20. Polaris Institute
21. Rivers Without Borders
22. Sierra Club of Canada
23. Société pour la nature et les parcs (SNAP)
24. Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)
25. Le Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (SEFPO)
26. Watershed Sentinel Educational Society
27. Yukon Conservation Society (YCS)

MININGWATCH CANADA / MINES ALERTE CANADA
BILAN AU DECEMBER 31, 2017

	2017	2016
ACTIFS À COURT TERME		
Encaisse	120,956 \$	123 062 \$
Investissements à court terme	111 603	140 173
Débiteurs	64 908	35 954
À recevoir de Canary Research Institute	123 740	114 752
Remises gouvernementales à recevoir	10 675	-
Frais payés d'avance	3 078	3 890
	434 960 \$	417 831 \$
PASSIFS À COURT TERME		
Créditeurs et charges à payer	34 417 \$	18 220 \$
Remises de gouvernement payables	-	20 018
Revenu reporté	41 473	86 561
	75 890	124 799
INCITATIONS À LA LOCATION REPORTÉS		
	3 956	5 144
	79 846 \$	129 943 \$
ACTIFS NETS		
Fonds de réserve - intérieurement affectés	187 000	182 000
Fonds de défense juridique - intérieurement affectés	25 000	25 000
Actifs nets non affectés	143 114	80 888
	355 114	287 888
	434 960 \$	417 831 \$



(S'il vous plaît noter que les états financiers vérifiés sont disponibles séparément.)

L'organisation remercie pour leur soutien les organisations suivantes :

- | | |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> Conservation Council of New Brunswick Echo Foundation Fidelity Gift Fund Ford Foundation L'Église Unie du Canada Le fonds de justice sociale d'Unifor Inter Pares MATCH International Women's Fund Natural Resources Defense Council Primate's World Relief and Development Fund SAGE Fund | <ul style="list-style-type: none"> Sigrid Rausing Trust Swift Foundation via Global Greengrants Fund Syndicat canadien de la fonction publique Syndicat des employé(e)s de la fonction publique de l'Ontario The Fund for Global Human Rights The McLean Foundation Tikva Grassroots Empowerment Fund of Tides Foundation Transparency International Canada West Coast Environmental Law - Environmental Dispute Resolution Fund Western Action Mining Network |
|--|---|